

En librairie

Les veines ouvertes du Congo-Kinshasa

Par Marie-France Cros

Alors que le Congo-Kinshasa est plongé dans les grandes manœuvres de la classe dirigeante pour conserver le pouvoir au-delà de la fin du second mandat présidentiel, en décembre 2016, le Centre de recherche et d'expertise sur l'Afrique centrale (CREAC) publie un numéro particulièrement intéressant de la revue "Conjonctures congolaises". Le P^r Stefaan Marysse (Université d'Anvers) rappelle que l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila, en 2001, a inséré le Congo dans la communauté internationale en échange d'une libéralisation politique et économique. Or, constate le P^r Marysse, la croissance économique (5 à 10% par an depuis 2003) n'est pas inclusive. Elle est due à la hausse spectaculaire de la production minière (près d'un million de tonnes de cuivre en 2014; le Congo est devenu le premier exportateur mondial de cobalt). Mais, note-t-il, si la rente minière n'est pas réinvestie au Congo, ce n'est pas seulement parce qu'une partie "s'évapore" dans des poches privées (soit un coût de 5 milliards de dollars pour le Congo, avait accusé en 2011 le député britannique Eric Joyce), mais parce que les profits sont expatriés par les compagnies pour 7 milliards de dollars, dit le professeur, soit bien plus que les capitaux investis au Congo. Est-ce un retour au modèle (néo)colonial?

Baudouin Michel (Université de Liège), rappelle le potentiel agricole énorme du Congo, qui pourrait nourrir 2,9 milliards de personnes, selon l'évaluation du P^r Tollens. Mais 70% des 60 millions de Congolais n'ont pas assez à manger.

Bien que l'agriculture soit notoirement efficace pour réduire la pauvreté, ce potentiel n'est pas utilisé au Congo – où 70% de la population sont des paysans. Le pays importe de plus en plus de nourriture, souligne le P^r Michel, et l'insécurité alimentaire ne diminue pas; parfois elle s'accroît. Cause de cette aberration: l'agriculture n'est pas une priorité politique au Congo (elle reçoit 2,5% du budget national, dont seuls 20 à 22% sont exécutés, indique M. Michel). Les projets de développement ont peu d'impact en l'absence de politique agricole robuste, notamment parce que chaque balleur de fonds fait ce qui l'arrange. Résultat: la production à l'hectare baisse de 1,5% par an au Congo, où la population croît de 3,2% par an... "On va droit dans le mur", alerte le P^r Michel.

Cette absence de politique agricole rend le paysan "indifférent", ajoute l'agronome, qui note que la part de valeur ajoutée du paysan congolais est une des plus faibles du monde: 1% dans l'hévéa et 1 pour mille dans le quinquina, dont le Congo est premier producteur mondial, contre 55% en Côte d'Ivoire dans le cacao.

Dans ce numéro, où fourmillent les articles intéressants, on notera encore celui de Gabriel Kamundala Byemba (Université catholique de Bukavu) sur l'exploitation de l'or au Kivu. Comparant exploitation industrielle et artisanale (cette dernière étant menacée d'asphyxie par les mesures prises par les Etats-Unis et l'Union européenne contre les minerais "sales"), il constate que la seconde fournit infiniment plus d'emplois que la première et plaide pour la coexistence des deux formes.

→ "Conjonctures congolaises 2014", n°86, sous la direction de MM. Marysse et Omasombo, Ed. L'Harmattan, 307 pp., 32,5 euros.

Arrêt sur image



Nervosité avant une

Turquie Incertitudes autour du résultat du scrutin de dimanche, décisif pour les projets du président Erdogan.

Jérôme Bastion
Correspondant à Istanbul

Le soudain départ au repos du chef d'état-major Necdet Özal, le 9 mai dernier, n'a pas manqué de surprendre et de susciter des questions parmi les observateurs ainsi que dans la population, qui s'interrogent sur les véritables raisons de cette annonce faite subrepticement. En Turquie plus qu'ailleurs, où l'institution militaire a une solide tradition d'intervention dans la vie politique, les faits et gestes de l'armée et des généraux ne manquent jamais d'inviter à toutes sortes de spéculations et d'éveiller des soupçons. D'autant que, d'abord annoncée pour 10 jours, la vacance du général Özal a finalement duré 2 semaines; il a réintégré ses fonctions, déléguées au commandant de l'armée de terre Hulusi Akar, le 24 mai – sans dissiper les rumeurs d'un désaccord avec le président Erdogan.

A quelques semaines d'un scrutin qui s'annonce délicat pour le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir depuis 2002, cette nouvelle a en effet accru le sentiment que le président Erdogan s'isole et perd peu à peu ses

soutiens, y compris celui d'un chef d'état-major nommé en 2010 par Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre. Les analystes ont rapidement fait le parallèle avec la démission du chef d'état-major Necip Torumtay, à la veille de la première guerre du Golfe, qui était opposé à l'implication de l'armée turque dans ce conflit, voulue par le président Turgut Özal. Le conflit syrien, dans lequel la Turquie est de plus en plus engagé, pourrait avoir été le prétexte à un différend entre MM. Erdogan et Özal.

"Erdogan est prêt à tout pour parvenir à ses fins"

Mais il y a plus que cela. La conduite très personnelle des affaires du pays par le président Erdogan, bien que ses prérogatives restent normalement limitées par la Constitution, commence à agacer. Son implication directe dans la campagne pour les élections législatives de dimanche est régulièrement dénoncée par les partis d'opposition qui parlent d'une violation de la Constitution. Ce scrutin a pris la forme d'un "référendum" pour ou contre le passage au régime présidentiel qu'il appelle de ses vœux, réclamant l'élection de 400 députés AKP pour pouvoir adopter cette réforme que les 2/3 de la population, selon les sondages, semblent pourtant rejeter. Les mêmes sondages prévoient d'ailleurs un net recul du parti de gouvernement qui serait alors dans l'impossibilité de modifier cette Constitution, voire même de conserver la majorité absolue lui permettant de continuer à gouverner seul.